



France entière



Les systèmes polyculture-élevage bovins lait face à la conjoncture économique

NOUVEAUX LEVIERS DE DÉCISIONS



Les deux Instituts techniques, idele-Institut de l'Élevage et Arvalis-Institut du Végétal, ont établi un bilan des impacts de la conjoncture difficile de 2016 sur les systèmes de polyculture-élevage. L'objectif est de pointer les leviers de décisions que peuvent avoir les producteurs dans de telles circonstances.

En effet, dans un contexte de prix orientés à la baisse et en raison d'une récolte mondiale de céréales à des niveaux historiquement élevés et à des stocks importants, les conditions climatiques défavorables du printemps ont bousculé les régulations internes de ces exploitations (complémentarité agronomique élevages-cultures). Dans le même temps, la crise laitière s'est accentuée après l'embargo russe et surtout la fin des quotas laitiers, entraînant le recul constant des cours du lait.

- **QUELLES SONT LES DÉCISIONS LES PLUS ADAPTÉES à cette nouvelle configuration économique ?**
- **COMMENT SE SITUENT AUJOURD'HUI LES CHANGEMENTS DE PRATIQUES allant vers plus d'autonomie alimentaire ?**
- ➔ Pour répondre à ces questions, Arvalis et idele ont travaillé ensemble sur des changements de systèmes grâce à leur outil commun de simulation **SIMULBOX**.



Un simulateur technico-économique des systèmes d'élevage
Ce logiciel simule des changements sur une exploitation de poly-culture élevage et en mesure les impacts sur les résultats technico-économiques.

Un bon diagnostic pour décider des options à prendre

Les points de sensibilité économique dans la conjoncture actuelle de ces exploitations sont exprimés au travers de quelques exemples. Nécessairement, la diversité des systèmes et des situations rend difficile un jugement général. Les aléas climatiques n'interviennent pas de façon linéaire et les capacités de réactions des exploitations diffèrent selon leur contexte, leur potentiel. Cette étude s'arrêtera donc à fournir quelques pistes de réflexions et à montrer le besoin d'un bon diagnostic pour décider.

LA DÉMARCHE ENTREPRISE

1- Application du contexte

- À quelques systèmes polyculture élevage. Les rendements et les prix pratiqués sur la période sont tirés de l'observatoire entretenu par Arvalis. Les éléments économiques sont produits par l'équipe économie d'idele dans le cadre de son estimation annuelle des revenus des exploitations d'élevage.
- Sur quelques cas-types, des systèmes de production établis dans le cadre des Réseaux d'élevage INOSYS, avec l'appui des Chambres d'agriculture. L'observation 2016 est mise au regard d'une moyenne interannuelle sur les 5 années précédentes.

2- Avec un test de quelques scénarios d'adaptation.

Plusieurs types d'adaptation ont été simulés afin d'évaluer leur intérêt dans ce nouveau contexte. Certaines touchent à la production d'autres, à la recherche d'une meilleure autonomie alimentaire et donc une meilleure résilience du système.

COLLECTION THÉMA

ARVALIS
Institut du végétal



LES 2 CAS RETENUS EN SYSTEME BOVINS LAIT ET CULTURES

Pour illustrer les impacts des simulations, le travail a été réalisé sur 2 exploitations cas-types issues des Réseaux d'élevage INOSYS.

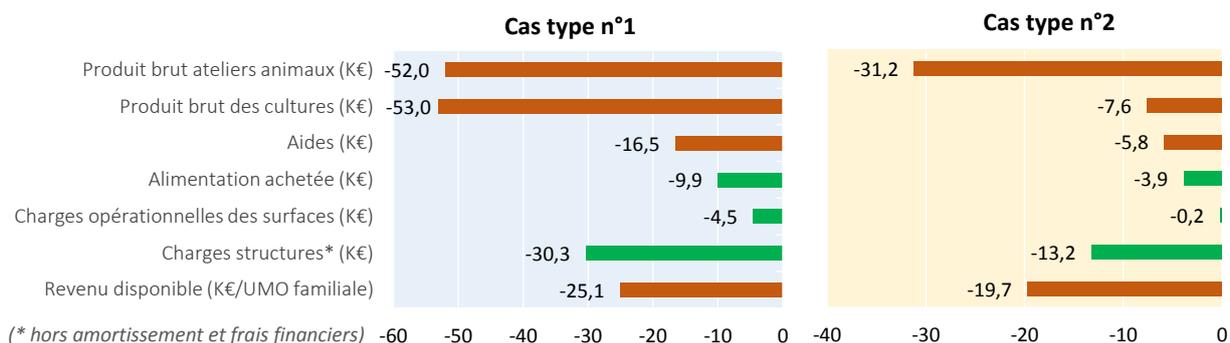
Système cas type n°1
Bovin lait intensif + cultures dominantes en Poitou-Charentes
3,5 UTH dont 0,5 salariée
240 ha de SAU dont 158 ha de cultures, 82 ha de SFP, dont 39 ha de maïs fourrage irrigué
119 VL – 1 000 000 litres 168 UGB - Vêlage 28 mois

Système cas type n°2
Bovin lait Basse Normandie
1,5 UTH dont 1 salariée
85 ha de SAU dont 16 ha de blé tendre, 69 ha de SFP, dont 27 ha de maïs fourrage
76 VL – 600 000 litres 107 UGB - Vêlage 25 mois

LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Le revenu disponible des 2 exploitations étudiées est fortement dégradé en 2016, comparativement à la moyenne des 5 années précédentes : - 70% pour l'exploitation lait + grandes cultures de Poitou-Charentes, et - 52% pour l'exploitation lait de Basse-Normandie. Ces résultats sont directement liés aux effets conjugués entre la baisse du prix du lait, les mauvais résultats technico-économiques de l'atelier cultures, et la baisse des aides PAC, et ce malgré une baisse des charges.

Impacts du contexte économique sur les résultats 2016 par rapport à la moyenne 2011/2015
Exemple avec les 2 cas types retenus



LES LEVIERS TACTIQUES POUR S'ADAPTER ET LIMITER LA BAISSÉ DE REVENU

Dans les 2 cas types, des simulations d'ajustement de production et/ou d'alimentation en cours de campagne ont été réalisées pour mesurer l'impact sur les performances économiques.

Les scénarios testés sont les suivants :

- Optimisation de l'utilisation des concentrés à production constante

Les rations ont été revues de façon à optimiser les apports de concentrés, et les rendre cohérents aux recommandations INRA, en maintenant une production laitière constante.

- Optimisation de l'utilisation des concentrés et réduction de la production laitière

Réduction de la production par vache laitière pendant 3 mois via la diminution de concentrés et l'augmentation de maïs, afin de tester l'intérêt de mesures incitatives* à la réduction de la production de lait.

*Ici la mesure incitative à la réduction de la production laitière testée correspond au plan d'aide à la réduction volontaire et temporaire de la collecte laitière, mis en place par l'Union Européenne, et complété par la France, qui octroie 24 ct€/L de lait produit en moins par rapport à une référence de production sur 3 mois, dans la limite de 5% de cette référence.

L'arbre des simulations est le suivant :

	Cas type n°1	Cas type n°2
Production de référence sur le dernier trimestre	259 609 L	203 860 L
Plafond d'indemnisation (5% de la référence)	12 980 L	10 193 L



- 1 L/VL/jour soit - 11 050 L	- 0,5 L/VL/jour soit - 2 600 L
- 1,5 L/VL/jour soit - 16 050 L	- 2,2 L/VL/jour soit - 14 800 L
- 3,2 L/VL/jour soit - 35 400 L	

Optimisation de l'utilisation des concentrés

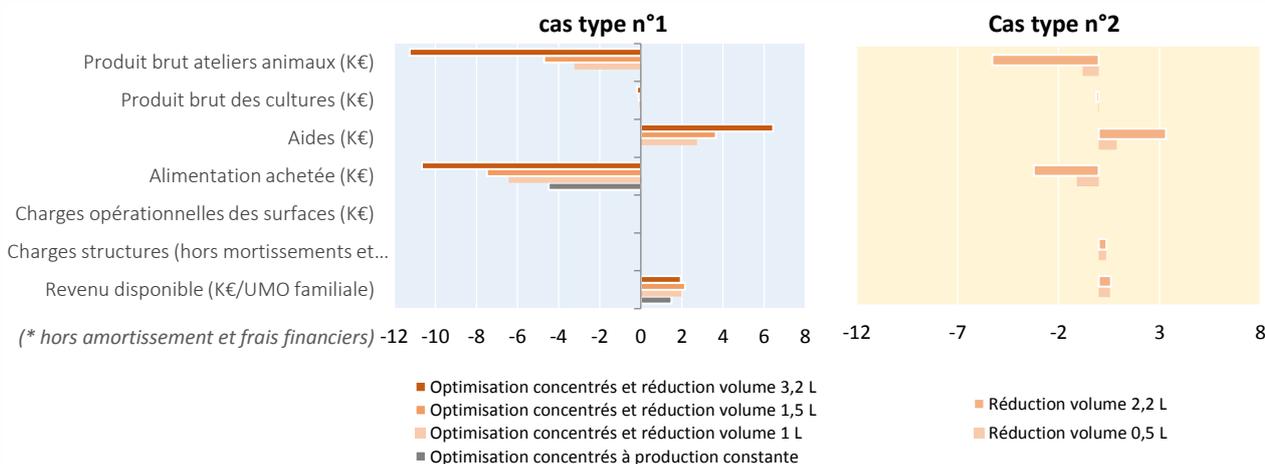
Lorsqu'un diagnostic précis des rations distribuées montre un excès d'apports de concentrés, il est possible d'améliorer significativement le revenu. **La simulation réalisée sur le cas-type Poitou-Charentes, non optimisé sur ce critère-ci, a permis de gagner 1500 € de revenu disponible par UMO familiale.** Il faut souligner que chaque exploitation doit avoir défini ses objectifs et sa situation notamment au regard de la situation sanitaire métabolique du troupeau, de la qualité et de la quantité des fourrages distribués, et de l'équilibre de la ration, et ensuite optimiser la quantité de concentrés dans les rations.

Optimisation de l'utilisation des concentrés et réduction de la production laitière

Dans un contexte de marché défavorable, une incitation à la réduction de la production telle qu'elle a été conçue dans le plan d'aide à la réduction volontaire et temporaire de la collecte laitière peut présenter un intérêt économique pour le producteur. Les résultats des différentes simulations, dont les hypothèses ont été retenues en fonction des contraintes fourragères, montrent que l'aide a systématiquement permis d'améliorer le revenu. L'optimum économique est obtenu lorsque la baisse de production laitière est proche de 5%. Cette aide a été plus facile à capter pour certains éleveurs :

- **Les éleveurs confrontés à des difficultés fourragères.** L'excès de pluie au printemps 2016 et la sécheresse estivale prolongée ont affecté les disponibilités fourragères dans de nombreuses exploitations. Ils ont pu y trouver avantage à moins produire de lait pour préserver leurs stocks et/ou limiter les achats d'aliments.
- **Les éleveurs contraints de réduire leurs livraisons automnales et hivernales** pour respecter leur volume contractuel annuel.

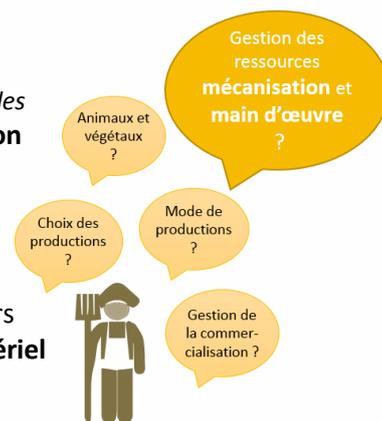
Impacts de différents leviers sur les résultats 2016 en relatif par rapport à la situation initiale



AVOIR UNE VISION STRATÉGIQUE DE SON EXPLOITATION

En plus d'effectuer des adaptations conjoncturelles du système, découlant des spécificités climatiques et économiques de la campagne, l'éleveur doit piloter son exploitation en raisonnant ses choix stratégiques sur le long terme.

Dans les exploitations de polyculture-élevage, la main d'œuvre est souvent limitante et les exploitants cherchent à gagner du temps sur la partie cultures. Dans cette optique certains se suréquipent par rapport à leurs besoins. D'autres stratégies sont envisageables, comme le **partage de matériel** ou le **recours à des prestataires**.



Le cas-type Basse-Normandie, pour une SAU de 85 ha, possède son matériel en propre, à l'exception des outils de fenaison, en Cuma, et des moissons et ensilages, faits par un prestataire.

Trois stratégies ont été évaluées : propriété, copropriété à 50%, ou délégation totale, pour les opérations de déchaumage, labour, semis, traitement, et entretien des prairies.

	Scénario propriété	Scénario copropriété	Scénario délégation
Temps de traction au champ	550 h/an	550 h/an	60 h/an
Charges de mécanisation cultures*	365 €/ha/an	325 €/ha/an	420 €/ha/an
Bénéfices/surcoûts	0	- 3 000 €/an	+ 4 750 €/an

*Carburant + entretien/réparation + amortissement technique + travaux tiers

La copropriété permet d'économiser 3 000 €/an de charges de mécanisation, sans impacter les productions, car il y a suffisamment de jours disponibles pour réaliser à temps l'ensemble des opérations culturales, même avec un matériel disponible uniquement 50% du temps.

La délégation à un prestataire entraîne quant à elle un surcoût (car les charges de mécanisation incluent alors la main d'œuvre), mais permet de dégager 490 heures de travail/an.

L'évaluation de ces différentes stratégies en Basse-Normandie souligne l'importance du levier mécanisation/main d'œuvre sur les exploitations de polyculture-élevage, même si l'analyse doit être faite au cas par cas.

CONCLUSION

Les leviers de pilotage des systèmes bovins sont en train d'évoluer face à la fréquence plus rapide des accidents climatiques et à la plus grande volatilité des prix de vente des produits et des prix des intrants. Les options sont toujours aussi techniques mais elles restent aussi plus globales. Ainsi, la maîtrise de la conduite alimentaire du troupeau laitier comme la maîtrise des coûts d'investissements restent à l'ordre du jour.

Dans tous les cas, un diagnostic pointant les marges de manœuvres mais aussi les leviers d'actions est nécessaire avant de s'engager dans des préconisations de changement d'orientations à court ou moyen terme.

Document édité par l'Institut de l'Élevage - 149 rue de Bercy – 75595 Paris Cedex 12 – www.idele.fr

Juin 2017 – Référence idele : 00 17 602 013 – Réalisation : Katia Brulat (Institut de l'Élevage)

Crédit photos : Institut de l'Élevage

Ont contribué à ce dossier :

Benoît RUBIN - Institut de l'Élevage	benoit.rubin@idele.fr	02 40 07 73 13
Simon FOURDIN - Institut de l'Élevage	simon.fourdin@idele.fr	03 62 61 42 13
Patrick SARZEAUD - Institut de l'Élevage	patrick.sarzeaud@idele.fr	02 22 74 03 81
Sabine BATTEGAY - Arvalis	s.battegay@arvalis.fr	02 40 98 64 62
Baptiste DUBOIS - Arvalis	b.dubois@arvalis.fr	01 64 99 22 34

INOSYS – RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

Un dispositif partenarial associant des éleveurs et des ingénieurs de l'Institut de l'Élevage et des Chambres d'agriculture pour produire des références sur les systèmes d'élevages.

Ce document a été élaboré avec le soutien financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR), de FranceAgriMer, et de la Confédération Nationale de l'Élevage (CNE). La responsabilité des financeurs ne saurait être engagée vis-à-vis des analyses et commentaires développés dans cette publication.

